



la
cgt JUSTICE
PJJ
Grand Nord



ENPJJ



KAKISTOCRATIE À L'ENPJJ

UNE GOUVERNANCE OÙ L'INCOMPÉTENCE ET LE FAVORITISME REMPLACENT L'INTÉRÊT GÉNÉRAL !

UNE ÉCOLE DÉCONNECTÉE DE SON TERRAIN

Alors que les instances de dialogue social de l'ENPJJ sont boycottées, la direction de l'ENPJJ n'entend toujours pas la nécessité d'écouter ses agents et de tenir compte de leurs connaissances de la formation pour construire son Plan Stratégique. Au lieu de cela, elle s'obstine à détruire les espaces de dialogue en présentant en CSA un projet d'arrêté de démantèlement.

Depuis deux ans, la CGT PJJ alerte sur les dérives managériales à l'ENPJJ : dialogue social inexistant, risques psychosociaux ignorés, décisions opaques, et manque criant de contrôles.

Les documents de travail du CSA démontrent une nouvelle fois la déconnexion et le mépris de la direction à l'égard des agents de l'ENPJJ qui sont de plus en plus nombreux à verbaliser leur mal-être au travail : l'absence de pilotage sérieux qui, à l'échelon suivant, se traduit par de plus en plus d'injonctions contraires rendant le quotidien totalement imprévisible, mais surtout totalement insécurisant.

LE DIALOGUE SOCIAL DANS LE VISEUR

Et pour renforcer cette déconnexion, le projet de modification de l'arrêté de l'ENPJJ porté par la direction de l'établissement n'a qu'une visée : **celle d'éliminer les espaces de concertation, de réflexion qui permettent l'existence du contradictoire et d'élever la pensée.**

Le projet d'arrêté prévoit que le comité pédagogique ne rende que des avis « simples » et non plus contraignants, et que stagiaires et syndicats en soient exclus au lieu d'être des membres de droit.

Le conseil stratégique, ainsi renommé, est vidé de sa substance, il ne sera plus qu'une chambre d'enregistrement des décisions de la direction.

Avec aucune obligation de fréquence pour organiser ces instances, les formations seront imposées sans débat, sans prise en compte des besoins des professionnels. A qui cela profite ?

UN ARRÊTÉ POUR ORGANISER LE SILENCE

Avec cet arrêté, la direction de l'ENPJJ régulariserait son fonctionnement actuel puisque ces comités prévus dans l'arrêté ne sont plus organisés.

Au lieu d'être un espace de création, de réflexion, d'adaptation des contenus aux réalités et aux besoins des missions des agents de la PJJ et de la protection de l'enfance, l'école ne deviendrait qu'un simple service de distribution de contenus descendants sans nuance.

**CE NOUVEL ARRÊTÉ EST UN COUP DE FORCE
CONTRE LE DIALOGUE SOCIAL ET PLUS
LARGEMENT CONTRE TOUT ESPACE
PERMETTANT AU CONTRADICTOIRE D'EXISTER.
CETTE RÉFORME N'EST PAS UNE
MODERNISATION, C'EST UNE RÉGRESSION !**

UN PLAN STRATÉGIQUE... SANS STRATÉGIE ?

Et concernant le PSE, il n'est qu'un catalogue de bonnes intentions qui ne masque plus les constats sur l'actuel fonctionnement :

- Recrutements sans transparence : Des postes sont créés sans expression des besoins tandis que d'autres besoins urgents sont ignorés.
- Les formations d'adaptation au poste sont refusées aux agents sous prétexte de "continuité de service".
- Les risques psychosociaux sont niés : les conflits sont réduits à des "problèmes interpersonnels", et plutôt que d'analyser les causes systémiques, les agents sont sanctionnés plutôt que soutenus.

Le PSE promet la "sécurisation" des processus, mais dans les faits, il sécurise surtout les privilèges d'une direction qui refuse tout contrôle.

Le PSE peut être un outil de progrès... à condition qu'il soit appliqué avec transparence et concertation.

Exigeons-le ensemble !

LA CGT PJJ EXIGE :

-  Un audit indépendant sur la gestion de l'ENPJJ (dépenses, recrutements, contrôle interne). La Cour des comptes a audité l'ENM et l'ENAP. Pourquoi pas l'ENPJJ ?
-  L'application stricte de l'actuel arrêté de 2017. Le maintien des avis contraignants dans les instances pédagogiques par la réintégration des syndicats et des stagiaires comme membres de droit.
-  La publication des bilans financiers et RH, avec une vraie transparence sur les dépenses.
-  Un Plan Stratégique d'Établissement (PSE) qui ne soit pas un catalogue de vœux pieux, mais un outil de pilotage concret, avec des indicateurs vérifiables et des objectifs réalistes.

ASSEZ DES PROMESSES ! ASSEZ DES RÉFORMES IMPOSÉES !

EXIGEONS UN PSE QUI SERVE LES AGENTS ET LES STAGIAIRES,

PAS UNE DIRECTION COUPÉE DU TERRAIN !

La CGT PJJ appelle tous les personnels de l'ENPJJ et de la PJJ à cesser de subir des décisions désincarnées de nos réalités : exigez d'être associés à vos projets de service, reprenez le contrôle de votre outil de travail parce que notre métier c'est d'accompagner les jeunes et leurs familles, pas de répondre à des logiques comptables méprisant nos savoir-faire.

Nous valons mieux que cela ! Rejoignez **la CGT PJJ** pour peser ensemble et lutter contre cette culture du renoncement.

Notre métier, c'est d'accompagner la jeunesse et sans nous, sans vous, notre administration n'existe pas.

Notre combat à la **CGT PJJ**, c'est de défendre celles et ceux qui sont animés dans leur mission par la conviction de faire changer le regard sur notre jeunesse. Pour cela, nous sommes plus que jamais légitimes à exiger des conditions de travail dignes et respectueuses de notre engagement professionnel.

